

ces dures vérités de la vie. Le 20 juin donc, le budget prétendu «économique» qu'il a présenté, enrobé de mots grandiloquents, ne se résumait, au fond, qu'à un changement de 65 millions de dollars. Le ministre, comme il en a coutume, s'est servi de grands mots et a parlé de son programme visant à activer la croissance, à intensifier la production, le commerce et l'emploi, mais, au fond, les changements financiers qu'il a apportés ne représentent qu'une valeur de 65 millions de dollars.

On nous a présenté deux exposés budgétaires depuis 12 mois. Comme le ministre avait les ailes coupées par les décisions prises il y a sept mois, alors que lui-même, le ministre du Commerce, le ministre du Travail, le premier ministre et d'autres soutenaient qu'il n'y avait aucune crise, qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, je prédis qu'on nous présentera peut-être un troisième exposé budgétaire d'ici 12 mois.

Il est facile de prouver ce fait en examinant les comptes donnés par le ministre l'autre soir. Il a dit que les revenus augmenteront dans la mesure où notre expansion se fera plus rapide. Je dis encore une fois que cette déclaration manque de véracité. Dans l'exposé budgétaire, notre trésorier est censé s'adresser aux Canadiens et, à mon avis, son langage est rempli d'ambiguïté, et c'est ainsi qu'il paraîtra à la plupart des gens qui le liront. Au ministre je demande si cela signifie qu'il y aura un revenu additionnel, ou s'il est prêt à maintenir sa prédiction qu'il y aura accélération des affaires durant l'année en cours, accélération qui aura pour effet d'accroître les revenus de l'année courante, comme en fait foi le hansom.

Reportons-nous aux chiffres véritables; le ministre a dit plus tard que les recettes de l'impôt, pour l'année courante 1961-1962, seront de 5,150 millions de dollars en comparaison de 5,016 millions de dollars l'an dernier, soit une différence d'environ 134 millions. Est-ce là la meilleure estimation que le ministre puisse nous donner de ce que seront peut-être nos recettes? Le ministre se vante sans cesse, et il l'a fait mardi, de l'augmentation du nombre des personnes au travail. L'accroissement de l'embauche n'est pas aussi fort qu'à l'ordinaire, même si le nombre des chômeurs est plus élevé que d'habitude. Le ministre prédit-il une accélération qui modifiera ces chiffres avant l'expiration de l'année financière? Ou nous dit-il franchement que le seul accroissement de revenu, par rapport à l'année dernière, fondé sur un budget qui comprend les pensions de sécurité de la vieillesse, les recettes non fiscales et les budgets supplémentaires qui, je le prédis, atteindront éventuellement sept milliards de dollars; le ministre prétend-il,

[M. Benidickson.]

dis-je, que c'est tout ce qui va se produire, au cours de la présente année financière, en fait d'expansion? Je ne vois pas beaucoup d'expansion là-dedans, comme c'est le cas d'ailleurs pour la majorité des gens, sauf dans le langage auquel le ministre a invariablement recours.

Le ministre a dit que, vu l'aiguillon que représentent ses propositions budgétaires pour l'activité économique, il s'attend à une hausse générale de nos recettes fiscales d'ici mars prochain, laquelle compenserait les réductions spéciales d'impôt qu'il a proposées. Je pense qu'il parle toujours—et je tiens à le confirmer—d'une simple augmentation de 134 millions de dollars de recettes cette année par rapport à l'année dernière. Évidemment, en ce qui concerne les dépenses, il a dit qu'il avait eu le cœur large en voulant stimuler l'économie par l'expansion. Une fois les belles paroles prononcées et les chiffres présentés sur le bureau du greffier; une fois le grand discours terminé, nous constatons le lendemain matin, en consultant les chiffres, qu'il n'est question que de 6 millions de dollars de recettes dans le budget de cette année autour duquel on avait fait toute cette publicité préalable et qu'on avait qualifié de budget expansionniste.

Cela signifie que le soir de l'exposé budgétaire, on ne pouvait annoncer de programme dynamique ou expansionniste parce qu'à la vérité, toutes les décisions d'ordre financier qui engageaient le ministre et qui lui faisaient peur peut-être, avaient été prises l'automne dernier, alors que le ministre, en tant que président du Conseil du Trésor, avait approuvé les programmes de dépenses de ses collègues. Je le répète, ces programmes n'avaient aucun rapport, comme le ministre l'a dit dans ses observations préliminaires, avec les besoins réels le soir de l'exposé budgétaire, soit le 20 juin 1961.

Comme résultat, tout le monde était convaincu que le Trésor était à sec. Le Trésor a été accaparé il y a longtemps par les ministres pour des raisons d'opportunisme politique et non pour des exigences économiques. Par conséquent, au moment où on nous a portés à croire que nous bénéficierons d'une véritable direction économique, de quelque chose de dynamique—un mot qu'affectionne particulièrement le ministre des Finances—celui-ci était réduit à l'impuissance.

Les journalistes n'ont pas donné cette impression. Ils reçoivent d'avance le texte de l'exposé du ministre, ils tiennent une conférence de presse à huis clos le jour même de l'exposé budgétaire, et ils doivent lire un long discours. On apprend que nous accusons un déficit d'un milliard et, dans l'ensemble, on a l'impression qu'il appartient maintenant